

GUELMA

Encore un mort et un blessé grave dans un accident de moto

Une moto qui grille un stop, une perte de contrôle en zone urbaine, un dépassement mal géré, défaut de port de casque, telles sont les causes principales des accidents à moto. Une situation qui a provoqué ces dernières années plusieurs décès à Guelma. Ce lundi, vers 19h25min, un jeune de 19 ans a perdu la vie en plein centre-ville, rapporte la cellule de communication de la Protection civile de la wilaya. Il conduisait une moto lorsque, pour une raison encore mal définie, celle-ci s'est renversée. Très grièvement blessés, le motard et sont accompagnateur ont été évacués en urgence par les secouristes de la Protection civile, vers l'EPH Okbi de Guelma. Les médecins de cette structure ont constaté que la victime est décédée avant son arrivée à l'hôpital. Le deuxième passager a été pris en charge dans une unité de soins intensifs, précise une source hospitalière. Une enquête a été déclenchée par les services de sécurité pour déterminer les circonstances exactes de ce drame. En attendant, les riverains tirent la sonnette d'alarme, finalement l'utilisation de la moto est passée de l'utilité et du plaisir à l'amour du risque, sans oublier les désagréments causés aux riverains tels que les nuisances sonores. Les statistiques sont là pour dire que les motards sont devenus un véritable problème de sécurité routière.

Noureddine Guergour

BOUIRA

Un jeune poignardé à El Hachimia

Avant-hier, aux environs de 22 heures, un jeune homme, âgé de 27 ans, a été retrouvé par une patrouille de la police, gisant dans une mare de sang sur un trottoir, à la sortie ouest de la ville d'El Hachimia, à 15 kilomètres au sud de Bouira. Evacué par les éléments de la Protection civile vers l'hôpital de Sour-El-Ghozlane, dans un état d'inconscience totale, le jeune homme qui a reçu des coups de couteau au niveau du thorax a été pris en charge au niveau du service de réanimation. Hier dans l'après-midi, le jeune homme s'y trouvait toujours en soins intensifs. D'après des informations concordantes que nous avons recueillies, le jeune homme serait victime d'un règlement de compte entre dealers. En tout état de cause, une enquête est ouverte par la police pour déterminer les circonstances exactes de cette agression.

Y. Y.

NAÂMA

14 blessés dans 12 accidents durant le mois de janvier 2016

Durant le mois de janvier 2016, les services de la sécurité routière relevant de la Sûreté de la wilaya de Naâma ont enregistré 14 blessés dans 12 accidents de la route dans les milieux urbains.

Les conducteurs sont, en fait, les principaux responsables de la quasi-totalité des accidents (non-respect du code de la route), d'autres accidents sont causés par des défaillances mécaniques, ainsi que l'état des routes qui demeure également un point noir dans certains tronçons.

Dans le même sillage, pour infraction à la réglementation de la circulation, il a été procédé à l'établissement de 494 P-

V et au retrait de 245 permis de conduire aux chauffards (dont 86 ont été interceptés par le radar), alors que durant

le même mois, 2 673 véhicules ont été contrôlés.

Par ailleurs, plusieurs motocyclettes ont été conduites en fourrière pour diverses infractions : bruit excessif des tuyaux d'échappement, non-port du casque de sécurité, défaut de présen-

tation de documents (assurance, acquisition) etc. En effet, le n° Vert gratuit 15 48 «allô-police» reste à la disposition de toute personne, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya de Naâma.

B. Henine

Moghrar : le tronçon de la mort

Le tronçon de la mort s'étend sur 4 à 5 km, il est situé dans la RN6 entre le lieu-dit Oued-Mekter et Draâ-Saâ (Moghrar). Ce tronçon a été cédé à une entreprise de travaux publics pour son revêtement en bitumage, mais il semblerait que cela fait bientôt un an que les travaux n'avancent plus sinon ils ont du plomb dans l'aile, ce qui a causé plusieurs accidents dans ce tronçon, sans que les pouvoirs publics bougent le petit doigt.

B. H.

BOUMERDÈS

Une jeune fille enlevée et une rançon exigée

Une bande de quatre délinquants âgés de 26 à 31 ans, des repris de justice, a braqué, à l'aide d'armes blanches, un jeune couple qui circulait à bord d'un véhicule.

L'attaque s'est déroulée à l'aube, vers 2 heures du matin, au quartier Allilguia, à la périphérie-est de la ville de Boumerdès.

Les délinquants ont pris le véhicule et la jeune fille. Après l'enlèvement, les ravisseurs

ont demandé le numéro de téléphone du compagnon de la jeune fille de 20 ans. Ils l'ont ensuite appelé pour exiger de lui la remise d'une somme de 500.000 dinars pour la libération de sa compagne. Entre-temps, la victime avait averti

les services de police. Les agents de la BRI (Brigade de recherches et d'investigations), sur indications de la victime, ont rapidement identifié un des quatre ravisseurs surnommé El Adrari. Tôt dans la matinée, ils ont mis la main sur lui. Il a fini par tout avouer aux policiers. La libération de la jeune fille, la récupération du véhicule suivies de l'arrestation de toute la bande ont été

bouclées à 10 heures du matin. Les quatre délinquants ont été présentés devant le procureur du tribunal de la ville de Boumerdès qui les inculpés de constitution de bande criminelle, d'enlèvement suivi de menace et vol qualifié en bande organisée.

Trois d'entre eux sont écroués et le quatrième est sous contrôle judiciaire.

Abachi L.

S.O.R.P SÉTIF
SECTION ORDINALE RÉGIONALE
CIENS
DES PHARMACIENS-SÉTIF

S.N.A.P.O SÉTIF
SYNDICAT NATIONAL DES PHARMA-
D'OFFICINE BUREAU DE SÉTIF

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Nous avons l'honneur et en même temps le regret de vous saisir, au sujet d'une affaire, qui porte un sérieux coup à la crédibilité de l'Etat d'une manière générale et à la justice en particulier.

Sans entrer dans les détails de l'affaire qui nous poussent à saisir le premier magistrat du pays, je vous informe qu'un jugement exécutoire pris par le tribunal administratif de Sétif, annulant une décision prise illégalement par le directeur de la santé et de la population de la wilaya de Sétif, a été rendu au nom du peuple algérien, le pourvoi de la Direction de la santé auprès du conseil d'Etat a été rejeté.

L'exécution de ce jugement n'a jamais été effectuée malgré notre saisine du parquet et du parquet général pour non-application d'un jugement depuis plus d'une année.

Le directeur de la santé et de la population de la wilaya de Sétif serait-il, Monsieur le Président, au-dessus des lois de la République que vous incarnez ?

Pire, nous apprenons que ce même directeur serait sur le point de prendre une autre décision en passant outre les procédures réglementaires.

Monsieur le Président, la nouvelle Constitution réaffirme le caractère intangible de l'exécution des décisions de justice. Cette réaffirmation serait-elle d'ores et déjà bafouée par ce représentant de l'Etat ?

Veuillez croire, Monsieur le Président, en l'expression de notre parfaite considération.

Le président de la SORP

Le président du SNAPO